

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 17 décembre 2024

L'an deux mille vingt-quatre et le dix-sept décembre à dix-neuf heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la Commune d'AUBENAS, légalement convoqué, s'est rassemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de André LOYER, 1^{er} adjoint, pour le Maire empêché Jean-Yves MEYER.

Présents : LOYET André, GAILLARD Pascal, ROCHE Eliette, FAURE Cécile, CIVIER Stéphane, NGUYEN Isabelle, DAUMAS Jacques, TASTEVIN Marie-Françoise, DURIEU Joël, HADDAD Catherine, BOUSCHON Max, SAUGET Elisabeth, SOUBEYRAND Jacky, BOYER Alain, MARRON Corentin, TEYSSIER Nicolas, ROGIER Monique, ROUX Patricia, VERMOREL Guillaume, PERRUSSET Benoît, SIMON Cloé, KAPPEL Roger, CAUQUIL Alexandra, CONSTANZO André, DELAUCHE André

Excusés : MEYER Jean-Yves (pouvoir à André LOYET), JOLY Delphine (pouvoir à Stéphane CIVIER), ARMAND Michel (pouvoir à Joël DURIEU), VERNEDE Corinne (pouvoir à Jacques DAUMAS), LEYNAUD Michel (pouvoir à Max BOUSCHON), ESSAYAR Khalid (pouvoir à Pascal GAILLARD), AMRANI Hasiba (pouvoir à Cécile FAURE), GUIBERT Alexandra (pouvoir à Guillaume Vermorel)

Absente :

Secrétaire de séance : Alain BOYER

Date de la convocation :

Délibération n°7

9 décembre 2024

OBJET : Site Patrimonial Remarquable (SPR) de la ville d'AUBENAS : validation du périmètre

Transmis au représentant
de l'Etat le : 20 DEC. 2024
Affiché le : 20 DEC. 2024
Notifié le : 20 DEC. 2024

Urbanisme

Site Patrimonial Remarquable (SPR) de la ville d'AUBENAS : validation du périmètre

Vu la loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine (dite loi CAP),

Vu la délibération du Conseil Municipal n°30 en date du 28 février 2019, demandant à la CCBA l'initiation de la procédure de mise en étude d'un SPR sur le territoire de la commune d'Aubenas,

Vu la délibération du Conseil Communautaire du Bassin d'Aubenas du 7 mars 2019, lançant la procédure d'élaboration du SPR d'Aubenas,

Vu la délibération du Conseil Communautaire du Bassin d'Aubenas n°11062024-09 du 11 juin 2024 approuvant le projet de périmètre du Site Patrimonial Remarquable de la commune d'Aubenas,

Considérant que depuis la loi CAP, la procédure de SPR relève d'une démarche tripartite associant à la fois l'Etat, la Communauté de Communes du Bassin d'Aubenas et la ville d'Aubenas et qu'en cela la DRAC Auvergne Rhône-Alpes a demandé que le Conseil municipal d'Aubenas délibère sur le projet de périmètre du SPR même si l'autorité compétente en matière de document d'urbanisme est la CCBA,

Considérant la prise en compte dans le projet de périmètre tel que ci-joint des secteurs à enjeux que sont :

- Le noyau médiéval : qui correspond au bourg castral, formé d'un tissu bâti ancien dense correspondant à ville intramuros et réunissant la majeure partie des monuments historiques d'Aubenas constituant le cœur du périmètre du SPR,
- Les boulevards : qui correspondent aux principaux faubourgs du XIXème siècle en continuité directe du noyau médiéval, dès lors qu'ils constituent un tissu urbain dense et homogène,
- Une partie des côteaux : et plus particulièrement les coteaux qui correspondent aux lieux d'implantation des emprises religieuses prolongeant le centre-ville et fixant une limite entre ce dernier et les secteurs de développements urbains plus hétérogènes du XX et XXIèmes siècles,
- Le quartier de Pont d'Aubenas : qui intègre le second pôle historique dense, permettant de constituer un site cohérent du point de vue historique (fondateur de la ville : péage, fief du seigneur, première église, anciens moulinages à l'architecture caractéristiques et quartier qui a largement participé à fonder la renommée de la commune)

Considérant que le périmètre ainsi proposé reprend l'ambition et la philosophie attendues de l'outil SPR, à savoir qu' :

- Il constitue un véritable système en englobant plusieurs quartiers à l'architecture composite mais qui ont fortement marqué les différentes époques de la constitution de notre cité,
- Il englobe les paysages identitaires de notre cité ce qui permettra de définir des règles pour leur permettre de s'adapter aux évolutions sociétales tout en conservant leurs caractéristiques historiques identitaires,
- Il illustre particulièrement bien la morphologie singulière de la cité d'Aubenas vue de loin comme examinée de près ! Ce périmètre respecte parfaitement la mise en scène de la silhouette de la cité dans le grand paysage et respecte totalement cette position de « sentinelle placée là pour garder les défilés des montagnes ». La position d'Aubenas, au centre de ce paysage, gracieux au premier plan et grandiose à l'horizon, qui explique en grande partie sa richesse patrimoniale est donc totalement respectée.

Considérant que suite à l'approbation de ce périmètre par le Conseil Communautaire, il reste à être présenté au Conseil Municipal pour que la CCBA puisse le transmettre à la Préfecture de Région pour compléter la saisine de la Commission Nationale du Patrimoine et de l'Architecture (CNPA).

Si l'avis de la CNPA est défavorable, le périmètre sera revu et présenté à nouveau devant les instances locales,

Si l'avis de la CNPA est favorable, le Préfet de Département organisera alors une enquête publique à l'issue de laquelle, la décision de classement en SPR sera prise par arrêté du ministre de la Culture. S'agissant d'une servitude d'utilité Publique, le périmètre sera alors annexé au PLU en vigueur.

Une nouvelle phase de travail débutera avec l'écriture du document de gestion qui prendra la forme d'un règlement prescriptif.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à la majorité (1 abstention : Roger Kappel) :

- **Approuve** la proposition de périmètre de délimitation du Site Patrimonial Remarquable tel que joint à la présente pour le qu'elle puisse être présentée devant la Commission Nationale du Patrimoine et de l'Architecture,
- **Autorise** Monsieur le Maire à signer les documents afférents et à prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente.

Extrait certifié conforme,

André LOYET,
1^{er} adjoint

POUR LE MAIRE
l'Adjoint délégué.



Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.
Informe que la présente peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de LYON dans un délai de deux mois à compter de la notification et/ou de l'affichage de la présente soit par courrier, soit par voie dématérialisée (www.telerecours.fr)